

L'Europe Centrale et Orientale: terroir de la recherche en science politique

Waele, Jean-Michel de

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Waele, J.-M. d. (2009). L'Europe Centrale et Orientale: terroir de la recherche en science politique. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 9(4), 593-601. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-448478>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

L'Europe Centrale et Orientale: terroir de la recherche en science politique

JEAN-MICHEL DE WAELE

Mais que vas-tu faire là-bas? Mais que trouves-tu de tellement intéressant dans cette région? Ne changerais-tu pas de sujet de recherche? N'as-tu pas écrit tout ce que tu avais à dire sur l'Europe centrale? Ils sont membres de l'Union européenne donc cela n'a plus de sens de se focaliser sur un groupe particulier d'États! Mais qu'est-ce qui te lie à cette région? Travailles-tu pour le gouvernement roumain (bulgare, polonais, à choisir selon la destination de mon prochain déplacement). Tu y vas si souvent! As-tu des enfants cachés là-bas?

Combien de fois n'ai-je pas entendu ces interrogations, ces sous-entendus et boutades amusées de mes amis et de mes collègues...

Je trouve toujours une réponse factuelle et ironique que j'enrobe d'un ton mystérieux. Cela tombe bien, car pour beaucoup de mes interlocuteurs cette «zone grise» est mystérieuse; voir la réincarnation du mystère, et surtout cela corrobore toutes les explications, rumeurs, ragots, doutes et interrogations sur mon investissement et mes voyages. Ainsi l'autre est satisfait car il avait bien raison. Tout cela est bien mystérieux! Et moi je ne dois pas trop réfléchir pour répondre à ces sâtées questions.

Pourtant, peut-être est-il temps de tenter de réfléchir et de tenter d'expliquer ce qui continue à me faire courir par monts et par vaux dans la région, à me mobiliser autant, à me faire lancer tant de projets.

Commençons donc par le plus facile, donc évidemment le plus complexe. Le plus facile car je n'ai pas de réponse.

Il y a l'aspect personnel.

C'est une évidence: j'aime être «là-bas», chez vous, chez moi. Qu'est-ce qui fait que je me sens bien, que je me sens chez moi à Bucarest, Sofia, Wrocław, Budapest? Que tout me semble intéressant, me touche, éveille mes sens, ma curiosité, suscite chez moi attention, réaction, passion, questions, rires, pleurs, énervements et colère! Rien ne semble pouvoir me laisser insensible. Je me transforme en éponge qui absorbe ce qu'il vit, entend, sent, touche... Alors pourquoi? La recherche de mes racines familiales certainement. La chaleur humaine? La complexité des rapports humains? L'accueil et la place qui m'a été faite? La musique? La cuisine? (pas que les *papanasi*). La place de la famille? Cette impression que tout bouge, que rien n'est acquis, mais que tout est possible? Cette surprise permanente? Cet imprévu finalement toujours prévisible? Le besoin de défendre les perdants, les pauvres, les boucs émissaires, les incompris? Cette émotion pour cette génération qui lutte souvent avec l'énergie du désespoir après 1989 pour se construire quelque part là-bas ou ici un avenir meilleur pour les siens?

Sans doute un peu de tout cela... Sans doute aussi d'autres éléments dont j'en ai moins conscience. Peut-on savoir cela? Et surtout est-ce que cela a de l'importance? C'est un fait, une donnée qui est devenue consubstantielle à ma vie et à mon parcours.

On peut prendre la question autrement et cela nous permettra d'arriver à des propos moins nombriliques.

Quand est-ce que le virus a frappé? Depuis quand cette attirance?

Je dois confesser que cela ne date pas d'hier. Lycéen fort politisé, voulant changer le monde j'étais déjà frappé par ce «virus».

Les régimes «communistes» me semblaient tout bonnement incompréhensibles. Les tonnes de littérature variée qui étaient envoyées d'ici me semblaient surréalistes par leur côté figé, irréel. Qui pouvait lire cette logorrhée? Mais en Occident, les analyses étaient d'une grande pauvreté intellectuelle. Nous avions pour toute grille d'analyse le totalitarisme et ses critiques plus ou moins acérées. Pour un jeune homme, pétri de culture marxiste et fasciné par Gramsci, dont l'esprit critique était encouragé par un père qui redécouvrait la beauté du politique et de la contestation à travers les interrogations de son fils, il était difficile de comprendre la Pologne de Solidarnosc par le totalitarisme! Il y avait quelques petites contradictions! Et puis comment ne pas voir que la Corée du Nord n'était pas le Cuba et que la Roumanie n'était pas la Hongrie. Mais on avait droit aux «pays de l'Est» et à la soviétologie qui tenait souvent plus de l'analyse de texte que de l'étude des sociétés. Certes il existait des nuances dans les ouvrages, mais rares, très rares étaient les ouvrages qui montraient les évolutions profondes, qui s'intéressaient à la production artistique, à la société, «les vrais gens» comme disent aujourd'hui les hommes politiques belges. Les différences en étaient systématiquement occultées. On s'intéressait au PCUS, mais pas aux sociétés. Surpris par mon insistance à comprendre, j'ai eu la chance de bénéficier de l'aide de mon père, professeur d'Université, qui était prêt à beaucoup pour que les bonnes traditions familiales perdurent. Il fut donc vite convaincu de me mener à Berlin Est, de passer «le mur», d'établir de contacts avec ses collègues psychologues est-allemands pour justifier ses déplacements avec son fils!

Il ne fut pas non plus effrayé quand quelques années auparavant, encore au lycée, je décide d'aller plus de vingt jours en Albanie communiste dans un groupe marxiste-léniniste français. Un jeune belge de 17 ans perdu dans 25 marxistes-léninistes français. Une expérience inoubliable!

Comment expliquer le nombre anormalement élevé d'enfants qui, à l'époque, portaient des lunettes à Tirana? Par la sollicitude de l'État socialiste voyons! Pourquoi ne pouvons nous pas sortir seuls? Pour ne pas déranger nos hôtes qui construisent le socialisme! Voyons!

J'ai beaucoup appris sur l'aveuglement que produit la religiosité.

Ni l'enfer et l'uniformité décrits ici, ni la «société idéale» en construction disséminée par la propagande ne pouvaient me satisfaire. Il y avait là une énigme gigantesque et j'ai pris le goût pour la résolution des énigmes, ce qui est une partie du travail du chercheur.

Je ne fus pas le seul, mais nous ne fûmes pas très nombreux à lutter contre les missiles américains ET contre les missiles soviétiques, à manifester contre les violations des droits de l'Homme en Amérique latine ET dans le monde soviétique. À manifester devant l'ambassade du Chili et de la Pologne. Les héros n'étaient pas Lénine ou Mao ou Reagan, mais Mandela!

Ces questionnements furent consolidés de façon définitive à l'Université par un professeur qui me marque encore profondément: Marcel Liebman. Il m'a transmis son goût pour l'analyse des contradictions et de la complexité. Il m'a aussi vacciné contre les recherches à la mode. En sciences humaines, il faut accumuler la connaissance durant des décennies...

On peut donc dire que ce virus, cet intérêt remonte bien avant 1989!

Après, ce fut, aussi, question de chance, d'abnégation et de passion. Une thèse sur les partis politiques en Europe centrale m'a permis de me «promener» dans la région, de faire des centaines de rencontres, de suivre des congrès, de rencontrer la première génération de politologues, de suivre la naissance des processus, des transformations. Tout changeait tout le temps. Chaque élection semblait historique. Les partis naissaient, se divisaient, fusionnaient, mourraient plus vite que mes séjours. Internet n'existait pas. Un autre siècle!

Les députés que je rencontrais changeaient plusieurs fois de parti entre mes voyages, les sièges des partis bougeaient sans cesse. Que d'heures perdues, que d'heures passées dans les Parlements. Mais surtout que de rencontres fascinantes, que de liens créés et que de projets menés.

Il y a donc l'aspect personnel, le parcours académique. Mais ceci ne suffit pas à répondre aux questions de mes amis et collègues.

Il se fait que l'Europe centrale pose des questions intellectuelles qui hantent mes pensées! «Par hasard» les grandes questions de la science politique – qui me fascine – se retrouvaient en Europe centrale. Les révolutions, les réformes, le poids du passé, les transformations sociales. Tout cela est présent et combien!

Expliquons-nous.

Il me semble qu'il faut admettre que malgré les nombreuses recherches de qualité menées ces dernières années, malgré la naissance de sciences politiques nationales dans chacun des États, il reste d'immenses pages blanches et de gigantesques points d'interrogation!

Ceci s'explique par plusieurs raisons:

En dehors des difficultés et contingences nationales, des transformations profondes des universités et des centres de recherche il faut remarquer que le grand intérêt que les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale ont suscité fut de courte durée. Une fois que les stabilisations démocratiques semblèrent acquises, une fois que les doutes sur l'adhésion de ces États à l'Union européenne furent levés, l'attention de la communauté scientifique diminua rapidement et se concentra sur d'autres sujets à la mode.

De plus, l'Europe centrale n'a cessé de connaître des «premières fois». Les premières élections, les premières crises, les premières élections européennes, les premiers alternances, les premiers blocages constitutionnels, les premières reconductions d'alliance, les premières démissions, les premiers effets des négociations, les premiers effets de l'adhésion etc.

Nous avons tous travaillé et analysé dans l'urgence. Tant de choses se sont passées en si peu de temps. Le trop plein d'événements, de succès, d'échec, d'avancées, de recul mais aussi le besoin de constituer des bases de données, car tellement d'éléments semblables se déroulent et doivent être comparés, tout cela explique en partie le manque de travaux de fond. Les travaux abondants sur les politiques européennes en vue de préparer l'adhésion et aussi les futures carrières dans les institutions européennes sont aussi un facteur à prendre en compte. Mais il y a des facteurs nettement plus lourds et complexes qu'il nous faut envisager.

Pour comprendre ce qui se construit, il faut comprendre ce qui se détruit.

Mais qu'est ce qui se détruisait en Europe centrale? Quelle fut la nature des régimes qui ont existé entre 1945/1947 et 1989/1991? Que s'était-il passé durant ces décennies?

Force est de constater que les sciences humaines ont cessé de travailler sur ces grandes questions presque le jour du décès des régimes en place.

Bien entendu, des travaux de grande qualité furent menés sur les entreprises en RDA, sur les architectes en Bulgarie, mais pas sur les questions fondamentales: la légitimité de ces régimes, leur maintien au pouvoir, les procédés d'accommodation des sociétés, le fonctionnement politique. Pour preuve, on ne sait toujours pas trop bien comment les nommer: «démocratie populaire» est presque comique pour des régimes qui ne furent ni démocratiques, ni populaires. Régime «totalitaire» est hyper-idéologisé et gomme toute existence de la société avec ses dynamiques et ses contradictions et surtout les différences importantes à l'intérieur de ces régimes. Le Ceaușescu de 1968 n'est pas celui de 1985! Régime communiste? Régime socialiste, régime de l'Est?

Mais que savons-nous de plus aujourd'hui sur ces régimes? Les politologues ont déserté ce terrain en estimant que c'était la tâche des historiens. Ceux-ci ont fait un travail remarquable dans les archives. Des millions de pages ont été classées, lues et analysées. Cela a permis des analyses détaillées sur des thématiques ponctuelles. Certains événements ont été précisés, leur enchaînement est parfois mieux connu, leurs chiffres plus précis. Certains doutes sont levés. Mais, il n'y a eu aucune découverte spectaculaire, aucun renversement de perspective suite à ces recherches. Il y a encore un travail titanesque à réaliser sur cette période. Durant la guerre froide et quelques années plus tard, il était sans doute difficile de réaliser des analyses scientifiques alors que le sujet était hyper-politisé. Mais aujourd'hui?

La liste des questions qui restent ouvertes demeure considérable.

Que s'est-t-il déroulé durant ces décennies? Qui furent les gagnants? Qui furent les perdants? Quelles furent les politiques publiques? Quels groupes sociaux existaient? Quels étaient les réseaux internes? Quels étaient les différents intérêts? Il faudrait aussi mener des analyses comparatives en amont et en aval sur la façon dont les régimes ont récupéré – chacun à sa façon – leurs sociétés, leur histoire, leurs cultures politiques, leurs traditions. Les communistes tchèques se trouvaient face à une société industrielle développée alors que les communistes bulgares devaient gérer une société agraire. En dehors de se trouver à la périphérie de l'Europe, ces États présentent de grandes différences durant l'entre-deux-guerres et durant les premières années du communisme. Mais des recherches doivent être menées aussi en aval. De quelle façon les différents types de régimes communistes ont influencé les situations présentes? Un de mes autres centres d'intérêt – les rapports entre le sport et la politique – serait aussi un biais intéressant à explorer, tout comme la justification des condamnations ou la façon dont les familles ont transmis une mémoire historique de la nation en leur sein. Comment?

Je pourrais continuer longtemps cette liste. Je ne veux pas, je le répète, dire que rien de bon n'a été produit. Loin s'en faut. De plus, c'est une des mes principales frustrations, je suspecte que les meilleurs travaux n'ont pas été traduits dans une langue qui m'est accessible.

Mes questions de base n'ont donc pas encore trouvé de réponses!

Il faudrait aussi pouvoir travailler sur les rapports complexes et contradictoires que ces sociétés entretiennent avec la mémoire du communisme: les traces laissées, les représentations mentales, symboliques, architecturales.

Il est remarquable d'observer combien le passé est discuté et instrumentalisé au présent, non seulement en termes de nostalgie – comme dans toutes les sociétés le passé paraît plus doux, moins exigeant, moins insécurisant, mais il oblige à mettre à jour le type de contradictions et de tensions dont nous avons besoin pour analyser

et comprendre les dynamiques à l'œuvre. Se pourrait-il que sous le régime précédent il y ait eu des choses qui fonctionnaient mieux? Alors tout n'était pas l'enfer?

Partout les attitudes durant le communisme ont fait l'objet de discussions et dénonciations souvent hystériques et de manipulations continuelles. La chasse aux anciens communistes d'abord, aux membres des services secrets ensuite a été un élément commun aux sociétés d'Europe centrale. La volonté de nettoyer la société, de la purger ne semblait pas avoir de fin. Loin de moi l'idée de nier les graves problèmes éthiques, moraux, politiques, économiques et parfois de sécurité nationale qui sont ainsi posés. Des solutions différentes ont été appliquées dans les différents États mais le débat et les accusations n'ont cessé nulle part. Il est intéressant et important de se demander pourquoi. Comment pourrais-je ne pas ouvrir de grands yeux et me poser de questions en me rendant dans des États où des millions de personnes étaient membres du parti unique, pour des raisons très différentes, et de n'avoir rencontré que très rarement un citoyen me disant «j'étais membre»; et si jamais cela arrive c'est qu'il luttait de l'intérieur pour la démocratie et la liberté, ou que le totalitarisme était tel que...

Mais où sont-ils passés ces millions de membres du parti au pouvoir? Évanoués? Ils n'étaient pas tous des assassins, des tortionnaires, ils pouvaient être critiques face aux dérives du régime. Ils méritent aussi notre intérêt scientifique. Leurs visions, leurs expériences du régime, leurs explications de sa crise et de sa chute doivent être prises en compte dans la compréhension complète des dynamiques. L'histoire ne doit pas être écrite par les vainqueurs. C'est d'autant plus dangereux que les «vainqueurs» peuvent très bien – et c'est souvent le cas des anciens membres qui ont senti le vent tourner aux bons moments ou qui avaient plus de ressources sociales pour réussir leur transition que d'autres. Comment pourrais-je ne pas vouloir comprendre cette constatation que je me faisais un jour en revenant de Bucarest? Donc 99,99% de la population a résisté au totalitarisme sanguinaire et 99,99% de la population est accusée ou suspectée par son entourage d'avoir entretenu des liens directs ou indirects avec la *Securitate!* Tous coupables donc tous innocents, ou tous innocents mais tous coupables.

Cela pose évidemment la question du poids de l'histoire. Ah, elle a bon dos l'histoire! Elle explique tout... après coup!

Je suis un grand partisan de l'étude de l'histoire. Contrairement aux tendances actuelles du *rational choice*, je pense que si on ne connaît pas l'histoire des sociétés on ne comprend tout juste rien. C'est le terreau sur lequel tout le reste pousse! On ne peut pas en faire l'économie. Mais on ne peut pas s'arrêter là et créer des automatismes simplificateurs. Car il y a des continuités et des ruptures dans nos sociétés et cette chimie complexe reste en grande partie à étudier. Je pense que la question des continuités et des ruptures est la question centrale de mes recherches. Celle qui m'obsède, celle qui m'empêche de dormir. Celle qui m'intéresse pour de vrai! Et l'Europe centrale et orientale s'est révélé un terrain d'analyse et d'observations fantastiquement fructueux. On peut approuver ou non les paroles du chant symbole de la gauche, *l'Internationale*. Il y a là une phrase qui est une erreur! *Du passé, faisons table rase*. Et bien non! Du passé on ne fait pas table rase. Comme l'ont montré les théories de la *path dependence*. Le présent se construit avec les ruines du passé et non pas *ex nihilo!* Raison de plus d'étudier les ruines et comment la maison est tombée en ruine! La démocratie post-1989 c'est donc construite avec les ruines du communisme et les mythes et les représentations de l'entre-deux-guerres.

Quelles furent les ruptures que produisit le communisme? Mais aussi en quoi fut-il une continuité? Et les régimes démocratiques actuels? Quelles sont les ruptures (c'est le plus évident) mais quelles sont aussi les éléments de continuité? Ce qui est fascinant dans cette problématique c'est que ce ne sont pas les mêmes éléments dans tous les États.

Pourquoi peut-on voire une continuité dans certaines formations politiques historiques là-bas et pas ailleurs? Comment expliquer l'incroyable stabilité du comportement électoral dans certaines régions? Il y a parfois des permanences lourdes au niveau électoral entre l'entre-deux-guerres, le régime communiste (en termes d'opposition ou d'adhésion aux régimes) et aujourd'hui. Alors que la démocratie chrétienne maintient sa force de l'entre-deux-guerres dans certains États, elle faiblit très largement dans d'autres anciens bastions comme la Slovaquie. Pourtant la sécularisation communiste a joué partout! Nous pourrions multiplier les exemples et les questions sur le champ partisan sur lequel nous avons concentré nos efforts. Mais les études sur la réforme de la justice par exemple ou sur les élites politiques sont tout à fait éclairantes. Mais il ne s'agit pas simplement de cela. Cela serait trop simple. Il ne s'agit pas d'étudier les continuités versus les ruptures, mais bien leur mélange! Ce n'est pas rupture ou continuité mais rupture ET continuité. C'est de leur mélange, de la chimie de ces nouveaux équilibres différents produits par des rapports de force différents que naissent les nouvelles situations qui portent en elles des éléments de rupture et de continuité.

Je ne prétends pas du tout ici être original ou novateur. Je ne prétends pas non plus que seule l'Europe centrale et orientale permet d'observer ces processus du neuf fait avec du nouveau et de l'ancien. Mais je pense qu'il est plus visible, moins caché, ici qu'ailleurs.

De la même façon, la difficulté que les nations d'Europe centrale éprouvent envers le passé communiste n'est pas une caractéristique spécifique. Les choses sont plus brutes, plus évidentes, moins policées.

Aucun peuple n'a l'approche facile avec les pages noires de son histoire. La France doit faire face à Vichy, la guerre en Algérie, et continue d'entretenir le silence sur le massacre de Madagascar! L'Espagne avait cru tourner la page de la guerre civile et il a fallu attendre que le petit fils d'un républicain assassiné par les franquistes devienne Premier ministre pour que l'on décide enfin de reconnaître des droits et de donner des sépultures décentes aux républicains antifascistes! Les statues de Franco sont restées debout plus longtemps que celles des secrétaires généraux des partis communistes.

Mais ce qui est intéressant c'est que chaque État de l'Europe centrale à l'impression de vivre à ce propos une situation unique, d'avoir plus de difficultés que les autres à affronter son passé, que ses communistes continuent à jouer un rôle plus important alors que l'on sait depuis longtemps que dans les changements de régimes les anciennes élites sont récupérées au minimum pour assurer le bon fonctionnement de l'État. Il n'en demeure pas moins que constater que certains hauts responsables en place depuis 1989 ont tous été membres d'une organisation communiste en dit long sur la problématique de la rupture et de la continuité! Celle-ci peut être étudiée sous de nombreuses facettes! Les partis politiques, le rapport à l'État, la politique étrangère, les élites, les politiques publiques, le rapport à l'identité nationale et au fait religieux.

J'ai déjà souvent donné l'exemple de Wrocław, l'ancienne Breslau. Le développement économique de cette ville, son comportement politique et électoral, son

organisation remarquable, la qualité de sa main d'œuvre... s'expliquent par «le poids de l'histoire». Autrement dit, il s'agit même aujourd'hui d'une ancienne ville industrielle allemande. Superficiellement, l'explication semble tentante mais... C'est oublier... L'histoire! Breslau a été très largement vidée de ses habitants expulsés à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils furent remplacés par la population de l'Est de la Pologne de l'entre-deux-guerres qui allait être rattachée à l'Union soviétique. Or cette population était et de loin la plus en retard de développement économique et culturel! Alors comment peut-on expliquer cette situation? Des citoyens de l'Est de la Pologne occupent les maisons et les appartements d'Allemands (certains possèdent encore aujourd'hui la vaisselle abandonnée) et quelques années après (ce n'est pas clair pour moi quand) on constate qu'ils ont hérité d'un grand sens de l'organisation, d'une forte éthique du travail! Ils sont parmi les Polonais les plus «occidentalisés». Ce sont les murs ou les rues ou l'atmosphère qui transmettent cela? Y a-t-il de fantômes? Comment expliquer cette «occidentalisation?».

Je pense que tant que je n'aurai pas de réponses à ce genre d'énigme, je continuerai à courir l'Europe centrale et à parcourir les rues de Wroclaw et à poser mes centaines de questions et à chercher partout des éléments de réponses!

On peut aussi arguer évidemment que la science politique peut vérifier un grand nombre de ses théories à l'Europe centrale qui lui a offert un champ remarquable à ce niveau. Lois électorales, politiques publiques, théories de l'intégration européenne, théories des organisations partisans et des groupes d'intérêts etc. C'est trop évident pour devoir être explicite plus longuement. Mais ceci comporte des dangers que nous avons déjà maintes fois dénoncés dans nos travaux sur les partis politiques: les occidentaux qui viennent chercher un terrain de plus pour démontrer la valeur de leur école et de leur modèles. Parfois l'emploi du chausse-pied est évident pour permettre à l'Europe centrale d'entrer dans le modèle. Parfois celle-ci résiste, ce qui fait conclure non plus que le modèle n'est pas performant ou global, mais que la zone est trop instable, pas assez mûre pour être étudiée. Mais en Europe centrale aussi, une tendance contraire à la typologie persiste. Les modèles explicatifs, les théories – c'est très bien pour les autres cas dans le monde, mais chez moi c'est tout à fait spécifique. La Pologne et son catholicisme, son pape, Solidarnosc, la Roumanie et le régime Ceaușescu, la Hongrie, qui est un cas à part, la Tchéquie et ses traditions démocratiques...

Je continue à penser que la comparaison des différents cas d'Europe centrale et orientale est indispensable pour comprendre ce qui est propre aux transformations en cours à la région et ce qui est propre au cas nationaux. Souvent, les chercheurs de la région sont plus intéressés à comparer leur pays à la Suède ou aux USA qu'à leurs voisins. Cela aboutit parfois à des erreurs d'évaluation, car ce qui est considéré comme spécifique, comme «grave» ou «important» peut apparaître commun à tous les pays de la région ou même à une image inverse. Si l'on compare avec les États-Unis et la Suède, on a une perspective pessimiste, mais si l'on compare avec les autres États de la région, le bilan peut apparaître beaucoup plus optimiste. Ceci ne veut pas dire qu'il ne faut pas comparer les nouveaux membres de l'Union avec les anciens. Cela apporte aussi à l'analyse et à la compréhension. Mais, il nous semble dans tous les cas qu'une comparaison régionale s'impose et ne saurait être évitée.

Un des plus beaux exemples de ce que nous dénonçons fut l'application de la transitologie à l'Europe centrale. Un modèle tout à fait intéressant pour l'Europe du Sud fut plaqué sur l'Europe centrale. Certes, on peut comprendre l'intérêt des

élites en place à la recherche d'un guide et de conseils pour réussir la démocratisation, mais cela ne prouve pas la validité du modèle. L'idée de transition linéaire d'un point A connu vers un point B connu aussi a déjà été amplement critiquée pour son côté idéologique et normatif. De plus, les différences avec l'Espagne, la Grèce et le Portugal où le capitalisme existait déjà et où l'armée jouait un rôle central doit être rappelé. Le rôle des questions internationales est aussi très différent. Au concept de transition, nous préférons le concept de transformation qui nous semble beaucoup moins connoté, plus large et plus riche. Mais il est vrai que ces transformations posent de nombreuses questions sémantiques compliquées. Le vocabulaire employé fourmille de «post» et «d'ex»!

Le post-communisme! Ca veut dire quoi? Ca commence quand? Et surtout ça finit quand? La Pologne était post-communiste le 30 avril 2004 et est devenu un pays «normal» le 1 mai 2004 quand elle est devenue membre de l'Union européenne? On est post-communiste pendant combien de temps? Des héritages des ces décennies seront présents longuement dans ces États. C'est une évidence de peu d'intérêt.

Dit-on aujourd'hui de l'Espagne qu'elle est post-franquiste ou de la France post-1968 ou post-1789?

Il y a aussi les ex-communistes? Ca veut dire quoi? Il y a d'anciens membres du parti communiste dans tous les secteurs et dans tous les pays. S'agit-il des partis qui ont un lien avec l'ancien parti unique? Mais à nouveau, un jeune député de 35 ans membre d'une de ces formations est-il post-communiste? Et ces partis seront ex-communistes durant combien de temps?

Chaque État a aussi ses expressions qui valent la peine d'être notées. «Les événements de 1989», comme on dit souvent en Roumanie, démontrent bien la difficulté de nommer ce qui s'est déroulé. Une révolution? Un coup d'État? Un complot du KGB? Alors faute de savoir.... De nombreux citoyens emploient cette délicate expression «des événements de 1989». L'emploi surabondant du terme totalitarisme mériterait aussi quelques remarques et interrogations.

Une autre problématique beaucoup trop peu étudiée jusqu'à présent et que nous n'avons pas le temps de développer ici est la question de la structuration sociale de ces sociétés. Quels sont les groupes sociaux qui existent et qui défendent au sein de l'État et dans l'arène politique et sociale leurs intérêts? Peut-on parler de classe ouvrière? Peut-on parler de classe moyenne? Les professions libérales sont-elles organisées et structurées? Ont-elles conscience d'un intérêt commun? Cela repose d'une autre façon la question des clivages sociaux existant dans les sociétés de l'Europe centrale.

Je pourrais continuer longuement à démontrer l'intérêt fantastique de l'étude de l'Europe centrale. La recherche y permet de suivre les évolutions depuis le début de la démocratie. Elle permet de se poser de grandes questions de science politique. Des choses nouvelles se déroulent. Mais en même temps, les grandes tendances observables dans les autres démocraties sont aussi à remarquer: rôle des médias, malaise démocratique, montée du populisme, repli identitaire, recherche de leader charismatique. Mais comme ailleurs ces évolutions générales sont à chaque fois différentes dans chacun des États, influencées par les institutions, par la situation sociale, par les rapports de forces, par l'histoire et par les accidents imprévisibles.

Enfin, comment ne pas terminer en évoquant ces nombreuses amitiés qui sont nées des projets de recherche. Sans mes collègues des universités partenaires je n'aurais pas pu faire grand chose. Les nombreux colloques et projets de recherche ont

fait naître une remarquable dynamique qui m'a considérablement enrichi scientifiquement et surtout humainement. Mon dynamisme leur doit beaucoup, tout comme aux doctorants de la région dont j'ai pris tant de plaisirs à diriger les travaux.

L'Université de Bucarest tient évidemment une place à part. C'est là où j'ai donné le plus de cours, le plus de conférences. C'est de la Faculté de science politique que viennent ces étudiants remarquablement formés qui ont défendu parmi les meilleures thèses de sciences politiques de mon département – en cotutelle ou pas – avec l'Université de Bucarest. Je ne peux non plus oublier l'école doctorale en sciences sociales, soutenue par la Francophonie où là aussi j'ai eu le plaisir de diriger de nombreux travaux.

Je dois confesser que je suis devenu – par je ne sais quel mystère – un peu Roumain! D'ailleurs on a cessé de me dire «Tu ne peux pas comprendre, tu n'es pas d'ici». C'est un très beau compliment.